



47700

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 20 JUIN 2025**

N° DEL 200625-19

OBJET : LOYER ASSOCIATION DES LUGUES

L'an deux mille vingt cinq, le vingt juin à dix huit heures quinze minutes, le Conseil Municipal de PINDÈRES, s'est réuni en session ordinaire, salle de la Mairie, sous la présidence de Monsieur DARROUMAN Michel, Maire.

Membres du Conseil Municipal :	11
Membres présents :	07
Nombres de votants :	07
Pour :	07
Contre :	00
Abstention :	00

Étaient présents : M. BOUTEMY Philippe, M. DARROUMAN Michel, Mmes DASSONVILLE Françoise, DENAULES Jocelyne, M. GIRARD Laurent, M. MUZOTTE Christian, Mme TEULIERE Isabelle.
Étaient excusés : M. ARNOULD Edouard, M. FONSECA François, Mme IANOTTO Sophie
Était absente : Mme VIENNE-SENTENAC Françoise.

Date de convocation : 13/06/2025

Secrétaire de séance : Mme DASSONVILLE Françoise

M. le Maire rappelle que par délibération N° DEL230224-04B en date du 23 février 2024, il avait été décidé de suspendre les loyers de l'Association des Lugues, jusqu'en juin 2025, dans l'attente d'un nouveau bilan.

Ce bilan ayant été transmis, il est demandé au Conseil Municipal de délibérer sur la reprise ou pas des paiements des loyers par l'Association.

Appelé à délibérer, le Conseil Municipal, à la majorité, **DECIDE** :

- **DE LEVER** la suspension des paiements des loyers pour la mise à disposition du local communal sis 165 Chemin de l'Ecole à PINDERES (47700) à l'Association des Lugues ;
- **DE MAINTENIR** le montant du loyer à **350 €/mois** à compter du **01/07/2025**.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus
Pour extrait conforme
Au registre sont les signatures

La Secrétaire de Séance
Françoise DASSONVILLE

Le Maire,
Michel DARROUMAN

AR Prefecture

047-214702052-20250620-DEL200625_19-DE

Reçu le 27/06/2025

Publié le 27/06/2025

Le Maire

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr